

Le complotisme, premier parti de France

La théorie du complot et les allusions conspirationnistes contaminent le discours politique, y compris, parfois, celui des modérés. Florilège.

Par Erwan Bruckert et Hugo Domenach

Modifié le 08/11/2018 à 14:23 - Publié le 08/11/2018 à 09:00 | Le Point



« **Le coupable du coup monté contre nous est à l'Élysée.** » Jean-Luc Mélenchon (« La Provence », 27 octobre 2018, onze jours après la perquisition menée dans les locaux parisiens de La France insoumise)

« *Le coupable du coup monté contre nous est à l'Élysée.* » La tirade serait vendeuse si elle apparaissait en capitales grasses sur la couverture noirâtre d'un thriller politique. Parfaite si elle était prononcée par Philippe Rickwaert dans un combiné grésillant, en conclusion énigmatique d'un épisode de la série politique « Baron noir ». Seulement, le samedi 27 octobre, dans la vie bien réelle, elle occupait la une du journal *La Provence* pour introduire une interview de Jean-Luc Mélenchon. La première, tous médias confondus, dans laquelle le leader de La France insoumise (LFI) accusait l'Élysée, sans détour, d'avoir fomenté les perquisitions réalisées par la police à son domicile, chez plusieurs de ses proches, ainsi qu'aux sièges de LFI et du Parti de gauche (PG), le 16 octobre. La conséquence, selon lui, d'une manœuvre méthodiquement programmée, au moment où son mouvement « *a accueilli une scission du PS et commencé une convergence historique* ». A savoir : le ralliement pour les élections européennes des désormais ex-socialistes Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann, ainsi que des chevènementistes du Mouvement républicain et citoyen. Jusqu'à incriminer nommément Emmanuel Macron ? Un pas que Mélenchon se garde de franchir. Pour le moment. Ses lieutenants, en revanche, s'en chargent. « *Un président de la République capable d'avoir des services privés pour assurer sa sécurité* [référence à Alexandre Benalla, NDLR] *et qui se rendent dans des manifestations pour taper sur des opposants, oui, est aussi capable de faire ce genre de chose*, expose calmement le député de Seine-Saint-Denis Eric Coquerel. *Ce n'est pas une vue de l'esprit de dire que le pouvoir peut utiliser des forces officielles à des fins politiques inavouables...* » conclut-il, citant le cas de l'ancien président brésilien Lula, incarcéré pour corruption. Les battements d'ailes complotistes de Mélenchon viennent s'ajouter à ceux de nombreux responsables politiques de premier plan, provoquant, en partie, un tsunami conspirationniste dans l'Hexagone, dont chacun peut toucher du pied les vagues froides au détour de conversations dans son entreprise, sa famille, son quartier.



« **Sans doute qu'il y a des gens qui avaient intérêt à ce que cela [l'affaire Benalla] sorte quelques jours après la Coupe du monde.** » Emmanuel Macron (France Bleu Béarn, 25 juillet 2018, le lendemain de son intervention devant les députés de la majorité réunis à la Maison de l'Amérique latine, photo).

En banlieue parisienne, un exemple parmi tant d'autres : à 33 ans, Liam (le prénom a été modifié) n'a jamais voté de sa vie. Jusqu'à ses 25 ans, il a vécu dans l'une de ces villes nouvelles de la grande couronne. Quelques courts passages en prison pour trafic de stupéfiants ont fini d'ancrer en lui la certitude que le « système » ne traite pas tous ses rejetons de la même façon. Alors, la politique, les politiques surtout, très peu pour lui, « tous des escrocs », résume-t-il. Sarkozy ? « Une racaille comme nous, finalement, lui au moins il me fait marrer. » Macron ? « Des belles paroles sur les banlieues mais il n'a jamais mis un pied chez nous. » Et puis, le sentiment que ces responsables politiques dissimulent de lourds secrets pour servir des intérêts douteux. A ses yeux, la parole politique publique est forcément mensongère. Marlène Schiappa a beau jurer le contraire, la loi portant son nom ne prévoit pas de cours d'éducation sexuelle pour les enfants de 4 ans. Liam « ne croi[t] que ce qu'il voit ». Et les messages qu'il a vus passer sur les réseaux sociaux sont limpides : « Schiappa va apprendre le sexe à nos petits. » Evidemment, la secrétaire d'Etat nie. « Quel autre choix a-t-elle ? Vous avez vu le tollé que ça a suscité ? » Mais ses dénégations n'ont aucune valeur : « Ils racontent tous n'importe quoi. »

« **Calendrier du pouvoir** ». Tous ? Pour la première fois, un responsable politique a retenu l'attention de Liam. Jean-Luc Mélenchon a dit quelque chose de sensé quand il a évoqué un « calendrier du pouvoir ». Ce jour-là, Liam a tendu l'oreille. « D'abord parce que c'est un mec qui peut se retrouver dans la merde tout comme moi. » Comprenez : victime de l'injustice policière, judiciaire. Pourquoi, selon lui ? « Parce que Mélenchon est le seul acteur politique qui fait peur au pouvoir, le seul qui tient la route dans l'opposition. Comme par hasard, on le perquisitionne le jour de l'arrivée du nouveau ministre de l'Intérieur... La police a tout pris chez Mélenchon, y compris j'imagine des documents sur sa stratégie politique pour incarner une opposition de taille face au pouvoir. Ça conduit à se poser des questions, forcément. » Etrange paradoxe. Voilà qu'avec Jean-Luc Mélenchon, installé en politique depuis plus de trente-cinq ans, une frange de la population n'accordant d'ordinaire aucun crédit à la parole politique se met soudain à s'en servir pour appuyer ses certitudes, renforcer ses soupçons. Bref, bétonner un peu plus le complotisme de bas étage.



« **Le système veut accélérer ce qui va mal, ce qui vous fait mal.** »

Marine Le Pen (meeting à Châteauroux, 11 mars 2017)

Les politiques se rendent-ils seulement compte de leur responsabilité ? Du côté mélenchoniste de l'échiquier politique, certains ont pris soin de jouer les garde-fous. Car la critique marxiste du capitalisme mondialisé a parfois tendance à prendre des tournures douteuses... Il y a quatre ans, l'actuelle oratrice nationale de LFI, Martine Billard, à l'époque coprésidente du PG, alertait ses camarades sur le danger de propager des théories conspirationnistes, après que l'un des élus du Front de gauche, René Balme, eut laissé sur son site Oulala.net la porte ouverte aux productions complotistes et/ou antisémites de Dieudonné ou Thierry Meyssan. Sur son blog, Billard écrivait : « Lutter contre une argumentation conspirationniste est aussi difficile que lutter contre une rumeur. (...) Malheureusement, de nombreuses personnes se laissent prendre à la rhétorique [des idéologues d'extrême droite], ce qui amène les mêmes camarades qui dénoncent le FN à crier au scandale, à l'étouffement de la liberté d'expression et bien évidemment au complot pour faire taire les "antisystèmes". » Aujourd'hui, la même Martine Billard se joint aux autres membres de LFI pour dénoncer, sans preuve aucune, l'origine politique des perquisitions subies par son mouvement, sans se soucier des répercussions. Et puis, des preuves... pourquoi diable en faudrait-il ? « Ce n'est pas parce qu'on n'a aucune preuve qu'on ne peut pas faire de suppositions, tranche Eric Coquerel. Dès qu'on a le malheur de soulever un soupçon, on est accusé de complotisme, c'est le nouveau "point Godwin" [expression populaire qui vient de la loi de Godwin et signifie qu'une référence au nazisme apparaît dans une discussion, NDLR]. Ce n'est pas la même chose de dire qu'il peut y avoir des directives du pouvoir dans ces enquêtes que de parler des tours du 11 Septembre ! »

Absence de preuves. Pourtant, les accusations de Mélenchon dans cette affaire cochent toutes les cases fixées par les spécialistes du phénomène. Rudy Reichstadt, directeur de l'observatoire Conspiracy Watch, établit trois critères : une accusation de complot implicite ou explicite, couplée à une absence de preuves, le tout étayé par la mobilisation d'hypothèses plus alambiquées, moins économes, que celles qui semblent les plus naturelles. Sans nier le caractère exceptionnel des opérations menées par l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales, avec 70 policiers mobilisés, force est de constater que le leader de La

France insoumise a définitivement sa licence dans un sport pratiqué à haut niveau par ceux qu'il dit exécuter. « Persécution ». Car, même si Marine Le Pen a, par le passé, pris ses distances avec certains propos prononcés par son père, son parti verse aussi dans la théorie du complot. « *Lorsqu'elle a été accusée d'avoir eu recours à des emplois fictifs au Parlement européen, Marine Le Pen a parlé de "persécution", rappelle le politologue Jean-Yves Camus. Je peux entendre le mot "acharnement", mais, "persécution", ça sous-entend que les poursuites à son encontre ne reposent sur rien, qu'il n'y a pas de matière. Or elles s'appuient sur des éléments solides.* » Bras droit de la présidente du FN, Philippe Olivier réfute, sans surprise, les accusations de complotisme. Il préfère évoquer des « *convergences d'intérêts entre des gens en place pour abattre le FN* ».

Comme Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon accuse les élites de Bruxelles de privilégier leurs intérêts au détriment des peuples. Si ce propos se retrouve principalement chez les partis populistes, « *les discours des membres de partis de gouvernement ont parfois des teintes complotistes, comme lorsqu'ils accusent Bruxelles d'être responsable de la directive sur les travailleurs détachés* », explique Jean Quatremer, journaliste et auteur des « *Salads de l'Europe* » (Calmann-Lévy).

« **Cabinet noir** ». Ne nous y trompons pas, si les responsables politiques adoptent cette posture conspirationniste, c'est aussi parce qu'ils ont habilement humé l'air du temps. Ils ont sans doute lu avec intérêt les conclusions de chercheurs du MIT, qui ont publié en mars une étude sur les *fake news* selon laquelle une information vraie met six fois plus de temps à parvenir à 1 500 personnes sur Twitter que si elle était fautive. Ils ont évidemment compris aussi que dans ce monde chaotique, multilatéral, la quête de sens se fait pressante. Et les explications clés en main offertes par les diverses théories du complot font de plus en plus figure de rhétorique rassurante. En 2006 déjà, dans son livre « *L'imaginaire du complot mondial : aspects d'un mythe moderne* » (Mille et une nuits), Pierre-André Taguieff expliquait que, « *par le mythe complotiste, l'ennemi flou se transforme en ennemi caché, occulte, "les maîtres secrets du monde". (...) Le frisson est garanti. Il y a là une offre hyperbolique d'explication qui répond à la demande latente d'un public désorienté et inquiet, travaillé aussi par le ressentiment. Pouvoir nommer ce qui inquiète, c'est magiquement exercer un pouvoir sur les être dénommés. C'est trouver un certain apaisement* ».

Preuve que le recours au conspirationnisme séduit aujourd'hui bien au-delà des milieux complotistes : pour la première fois, en 2017, un candidat à l'Élysée issu d'un parti traditionnel de gouvernement, François Fillon, trompette qu'on veut l'« *abattre* ». Acculé par les affaires, l'ancien Premier ministre dénonce un « *cabinet noir* », piloté par François Hollande. « *La thèse du complot, ça marche super bien auprès de nos électeurs. Vous n' imaginez pas le nombre de mails de soutien que l'on reçoit chaque jour de leur part au QG de campagne* », se réjouit alors l'un des lieutenants du candidat dans *Le Parisien*.

« **Ils mentent** ». Autre contexte à front renversé mais même objectif : Emmanuel Macron lui-même a cédé à ce plaisir accommodant et efficace du sous-entendu conspirationniste. Empêtré dans le vaudeville Benalla, le chef de l'État, en visite le 25 juillet à Bagnères-de-Bigorre, a qualifié à demi-mot la parution de l'enquête originelle du *Monde* de coup monté, dans le sillage creusé par ses soutiens sur les réseaux sociaux : « *La question que vous pouvez vous poser, c'est pourquoi certains l'ont sortie deux mois et demi plus tard ? Ah ça, vous pouvez vous poser la question. C'est sans doute qu'il y a des gens qui avaient intérêt à ce que cela sorte deux mois et demi plus tard, et quelques jours après la Coupe du monde de football* », a-t-il indiqué au micro de France Bleu Béarn. Une version des faits battue en brèche par la journaliste Ariane Chemin, qui a signé l'enquête dans le journal du soir : « *Je trouve désolant et un peu ridicule qu'à la tête de l'État on soit dans un complotisme aussi facile. Chacun sait comment se fabriquent des enquêtes. C'est long et méticuleux : on publie quand on est prêt* », indique-t-elle à LCI.

D'autant plus que le président est aujourd'hui la principale victime du climat de doute généralisé qu'il a lui-même contribué à alimenter. Au zinc d'un café parisien, Jean-Claude, 65 ans, sirote une bière pendant sa pause. Cet habitant de Sainte-Colombe, près de Lyon, qui dirige une petite entreprise de BTP, considère que le président est « *contrôlé par le pouvoir financier* ». Et qu'on lui cache la vérité concernant la hausse du prix du carburant : « *Ils nous prennent 30 euros de moins sur la fiche de paie, mais ils nous font dépenser dix fois plus avec le gazole. Ils disent que c'est pour l'écologie, mais ils mentent : c'est pour renflouer les caisses de l'État.* »

Effet stérilisateur. Mais pourquoi rompre avec les discours conspirationnistes alors que la demande est de plus en plus forte ? Selon une étude de l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et Conspiracy Watch, 79 % des Français croient à au moins une théorie du complot. Parmi les plus populaires : « *Le ministère de la Santé est de mèche avec l'industrie pharmaceutique pour cacher au grand public la réalité sur la nocivité des vaccins* » ; « *la CIA est impliquée dans l'assassinat du président John F. Kennedy à Dallas* » ; « *le virus du sida a été créé en laboratoire et testé sur la population africaine avant de se répandre à travers le monde* ». Plusieurs études d'opinion

soulignent que les citoyens les plus réceptifs à ces théories se trouvent parmi les électeurs de Marine Le Pen et, en deuxième lieu, de Jean-Luc Mélenchon. Pourtant, s'il y a peu de données sur le sujet, Rudy Reichstadt estime qu'il existe un effet stérilisateur du conspirationnisme sur la participation électorale, tant la défiance est rédhibitoire à l'égard de l'ensemble de la classe politique chez les partisans de la « post-vérité ».

François Asselineau a appris à ses dépens qu'un complotiste ne fait pas forcément un électeur. Le partisan du « Frexit » voit la main de la CIA derrière de nombreux phénomènes politiques et sociétaux : la hausse du FN, le terrorisme islamiste, l'Europe... Cet énarque, ancien élu conseiller de Paris, a eu une audience inespérée : ses vidéos ont été regardées par des centaines de milliers d'internautes et il a rempli ses salles de meeting pendant la campagne de 2017. Il s'est également doté de militants très efficaces et actifs sur Internet. Pourtant, il n'a pas dépassé 1 % des voix au premier tour. Il en a été le premier surpris